

d'ordre économique l'emporte véritablement sur les différences de partis, comme par exemple lorsqu'une situation exige de nous tous des modes d'action qui relèguent les simples argumentations à l'arrière-plan et font ressortir l'intérêt et le souci du bien publics. C'est sans aucun doute le cas actuellement.

La mesure prise par les États-Unis aura peut-être de profondes répercussions sur l'économie de tous les pays et influencera sûrement nos décisions économiques pour les années à venir. Ce fut pour nous tous un réconfort, je pense, d'entendre le gouvernement annoncer, il y a quelques jours, son intention d'agir de façon rapide et décisive pour venir en aide aux travailleurs canadiens.

Nous avons applaudi à la réponse des chefs de l'opposition de Sa Majesté lorsqu'ils ont manifesté l'intention d'accélérer l'étude de toute mesure d'urgence. Ce sont des initiatives comme celles-là qui favorisent l'appui du public en faveur du Parlement. Il nous fut réconfortant d'entendre les commentateurs valables de quelques porte-parole de l'opposition. Mais ce fut d'autre part démoralisant de voir les efforts qu'un petit nombre de députés de l'opposition ont faits pour exploiter à leurs fins le problème économique actuel du pays, car c'est bien le problème du pays, non celui du gouvernement, des libéraux, des conservateurs, du NPD ou des créditistes. C'est le problème de tout le monde et ceux qui sont sincères l'admettront. Ce n'est pas uniquement le problème du gouvernement. C'est le problème de chacun des partis et des gens sans parti. Il est difficile de croire, par exemple, et je songe ici à l'une de ces peu nombreuses voix—cette voix forte et stridente de Calgary-Nord—qu'un porte-parole de l'opposition officielle puisse avoir l'audace de dire que le gouvernement n'a pas favorisé l'unité canado-américaine. C'est une chose incroyable.

En 1957, ce parti affirmait que nous devons réduire notre dépendance vis-à-vis des États-Unis. L'une des propositions les plus énergiques de son parti, c'était que nous transférions 25 p. 100 de notre commerce, comme premier geste d'un nouveau gouvernement conservateur, au Royaume-Uni. Vous devez vous rappeler cette période d'envolées oratoires de 1957. Non seulement n'avons-nous pas réussi ce transfert commercial de 25 p. 100 au Royaume-Uni...

**M. Woolliams:** C'était 15 p. 100.

**M. Perrault:** Vous ne revendiquez que 15 p. 100 mais vous n'en avez même pas eu 5 p. 100; c'était donc un échec retentissant, même en réduisant le chiffre. Les relations canado-américaines sont tombées à leur plus bas niveau et nous nous sommes trouvés dans la pire situation. Nous nous sommes aliénés le Royaume-Uni et les États-Unis.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Perrault:** Certains membres de l'opposition officielle abordent ce thème, mais s'agit-il d'un argument sérieux? Le gouvernement aujourd'hui a agi rapidement pour contrer une situation difficile. Il a agi promptement en raison de nombreuses considérations d'ordre pratique qui ont été suffisamment mentionnées au cours du présent débat par des députés des deux côtés de la Chambre.

L'une d'elles est simplement que les affaires sont les affaires. Par là je veux dire que tous les efforts possibles doivent être faits actuellement pour aider les hommes

[M. Perrault.]

d'affaires canadiens à conserver leurs relations commerciales. Si, en l'espace d'un trimestre les rapports commerciaux qui ont été établis au cours de nombreuses années, moyennant des frais incroyables, si l'identité d'une marque de commerce, si la distribution et les débouchés se perdaient ou se désorganisaient, nous pourrions alors nous heurter à des problèmes qui dureraient peut-être bien plus de trois mois, de six mois ou même de dix ans. Nous le savons tous et c'est pourquoi nous avons agi rapidement et par nécessité non pas en nous fondant sur la fausse hypothèse que ce programme sera la panacée en l'occurrence, mais sur la conviction que c'est un premier pas destiné à aider les travailleurs et les industries du Canada à traverser cette période difficile.

Ceux qui sont engagés dans les affaires savent que les relations commerciales avec les États-Unis ont, dans bien des cas, été élaborées sur une période de nombreuses années et qu'elles représentent un investissement presque incommensurable. La perte des débouchés, des modes de distribution et de l'identification d'une marque de commerce pourrait être très grave, à moins que nous ne prenions sur-le-champ des mesures en fournissant un soutien supplémentaire de sécurité de l'emploi aux travailleurs de notre pays.

Le chef de l'opposition (M. Stanfield) a réclamé hier des efforts en vue de diversifier le commerce du Canada. Ce thème a été repris par le chef du Nouveau parti démocratique et tous deux ont prononcé des discours très intéressants. Je pense que les députés les ont écoutés avec plaisir. On se demande comment un chef canadien responsable puisse en ce moment exprimer de pareilles critiques. Divers efforts ont été faits, notamment sous la direction du ministre actuel de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin), pour diversifier nos échanges. Cette diversification a été l'une des principales initiatives du gouvernement actuel.

Le chef de l'opposition veut-il vraiment laisser entendre que l'activité canadienne dans la région du Pacifique et en Asie est consacrée seulement à des échanges culturels et des études archéologiques? De fait, un gouvernement canadien ne s'est jamais tant efforcé de diversifier ses marchés. C'est une critique injuste du gouvernement.

Il y a quelques semaines, je faisais partie de la mission du gouvernement canadien en Chine.

**M. McCleave:** Comment vous en tirez-vous au ping-pong?

**M. Perrault:** J'ai perdu 21 à 17. La mission économique était un groupe de travail composé de fonctionnaires de l'État et d'hommes d'affaires. L'expédition a été fructueuse et elle aboutira indiscutablement à une expansion et à une diversification du commerce. Il est incontestable toutefois qu'en dépit du fait que grâce à cette initiative des milliers de nouveaux emplois seront offerts aux travailleurs canadiens, nous entendrons l'année prochaine encore la même critique banale dirigée contre le gouvernement qu'on accusera d'avoir négligé de diversifier ses marchés.

Quelle est la réalité? Celle que tous les députés de la Chambre connaissent est la suivante. Il est vraiment très difficile de vivre près d'un grand pays dix fois plus peuplé que le sien, dont la faible population ne lui permet pas d'établir sa propre économie. Nous savons que c'est difficile. Ce l'est pour les pays voisins de la